



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
N° 104 /26/AONR/CSPH/CIPM DU 22 JUL 2026 POUR LA MAITRISE
D'ŒUVRE ET LA SUPERVISION DES TRAVAUX D'EXTENSION DE
L'IMMEUBLE DE RAPPORT CSPH DE DOUALA

1. OBJET

Le Directeur Général de la Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures (CSPH), Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Restreint pour la maîtrise d'œuvre et la supervision des travaux d'extension de l'immeuble de rapport CSPH de Douala.

Le présent Appel d'Offres fait suite à l'Appel de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt n°02/26/ASMI/CSPH/DG/DRHMG/SDMG/SM du 15/05/2026.

2. CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Le Maître d'Œuvre a pour mission :

- Mission I : Examen de la conformité du dossier d'exécution de l'Entrepreneur ;
- Mission II : Direction de l'Exécution du contrat des Travaux (DET) ;
- Mission III : Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier (OPC) ;
- Mission IV : Assistance aux Opérations de Réception (AOR).

Les prestations à réaliser consistent à :

1. la gestion administrative, technique et financière du contrat de l'Entreprise ;
2. la supervision quotidienne des travaux sur site ;
3. la préparation et l'animation des réunions hebdomadaires de chantier ;

10. l'élaboration des rapports techniques portant sur les travaux supplémentaires nécessaires à la bonne exécution des travaux ;
11. l'établissement avec l'Entrepreneur des constats mensuels des travaux exécutés ;
12. la vérification des attachements mensuels des travaux présentés par l'entreprise ;
13. la vérification et la transmission des décomptes mensuels et du décompte final au Maître d'Ouvrage ;
14. la participation aux épreuves, essais de fonctionnement et test de sécurité ;
15. la participation aux opérations de réception provisoire des travaux ;
16. la signature et la notification des Ordres de Service à caractère technique ;
17. l'approbation des documents finaux établis par l'Entrepreneur ;
18. le contrôle environnemental ;
19. et toutes prestations nécessaires au bon déroulement des travaux.

3. COÛT PREVISIONNEL ET FINANCEMENT

Le montant TTC global du projet est de **cinq cent quatre-vingt millions (580 000 000) FCFA** ; les travaux du présent DAO seront financés par le Budget d'investissement de la CSPH des exercices 2026-2027-2028.

Cependant les travaux de l'exercice 2026 s'élèveront au montant TTC de **cent quatre-vingt-treize millions trois cent trente-quatre mille (193 334 000) FCFA** correspondant à la première phase du projet et le montant restant soit **trois cent quatre-vingt-six millions six cent soixante-six mille (386 666 000) FCFA** correspondra aux prochains exercices.

4. DELAI D'EXECUTION

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux, objet du présent appel d'offres est de **trente-sept (37) mois** calendaires.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

N°	Noms des soumissionnaires préqualifiés	Adresses
1.	GICA BTP	B.P. : 30178 Yaoundé Tél. : 698 68 49 98
2.	GROUPEMENT BET.IBR SARL / KAROCH SARL	B.P. : 2964 Yaoundé Tél. : 694 04 19 80
3.	GPT INTEGC SARL/METHOD & ENGINEERING/BUBAN NGU DESCO	B.P. : 11088 Yaoundé Tél. : 699 92 48 95
4.	SETEC CAMEROUN / SETEC AFRIQUE	B.P. : 15350 Douala Tél. : 681 28 23 62

6. CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des Marchés Publics et dont la liste figure dans la pièce n°13 du DAO. Ledit cautionnement devra **être accompagné du récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôt et de Consignation du Cameroun (CDEC)** conformément à lettre-circulaire n° 000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024 relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de restitution et de déconsignation des cautionnements sur les Marchés Publics.

Le montant de la caution de soumission s'élève à **onze millions six cent mille (11 600 000) FCFA** toutes taxes comprises (TTC) et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente.

La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

8. ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu aux heures ouvrables auprès du Chef de Service des Marchés de la CSPH, à la porte 339 du bâtiment siège sis au Carrefour Warda à Yaoundé, téléphone 222 50 30 00, dès publication du présent avis sur présentation d'une quittance de versement au compte spécial CAS-ARMP n° 335988-60-001.94, ouvert auprès de la Banque Internationale pour le Commerce, l'Épargne et le Crédit (BICEC), de la somme non remboursable de **deux cent mille (200 000) francs CFA**.

9. REMISE DES OFFRES

Chaque offre rédigée en français ou en anglais et présentée en sept (07) exemplaires, dont l'original et six (06) copies marquées comme tels, devra parvenir au Service des Marchés de la CSPH, porte 339 du bâtiment siège, sis au carrefour Warda à Yaoundé, téléphone 222 50 30 00, au plus tard le **12 AOÛT 2026** à **12 heures**, heure locale. Elle pourra être acheminée par poste en recommandé avec accusé de réception, ou déposée contre récépissé et devra porter la mention :

**« APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° 04 /26/AONR/CSPH/CIPM
DU 22 JUIL 2026 POUR LA MAÎTRISE D'ŒUVRE ET LA SUPERVISION DES TRAVAUX
D'EXTENSION DE L'IMMEUBLE DE RAPPORT CSPH DE DOUALA. »**

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

10. RECEVABILITE DES OFFRES

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires ;
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;

Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des Marchés Publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

11. OUVERTURE DES OFFRES

L'ouverture des plis s'effectuera en deux (02) temps . Elle aura lieu dans la salle de réunion du 2^e étage de l'immeuble siège de la CSPH, sis au Carrefour Warda à Yaoundé, à la porte 223, le ~~12 AOÛT 2026~~ à **13 heures**, heure locale, par la Commission Interne de Passation des Marchés auprès de la CSPH, siégeant en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants **dûment mandatés** et ayant une parfaite connaissance des offres.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de **moins de trois (03) mois** à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

12. CRITERES D'EVALUATION

A) CRITERES ELIMINATOIRES

c) absence de la caution de soumission « **timbrée** » accompagnée du **récépissé CDEC**.

- **A l'analyse de l'offre technique :**

- a) dossier technique incomplet ou non conforme aux prescriptions du DAO ;
- b) ne pas avoir obtenu au **moins 70%** à l'issue de l'analyse technique ;
- c) fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- d) absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- e) absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- f) absence d'un document prouvant une capacité financière de **deux cent millions (200 000 000)** de francs CFA ;
- g) absence dans l'offre technique d'une déclaration sur l'honneur par laquelle le soumissionnaire atteste non seulement qu'il n'a pas abandonné de Marché au cours des trois (03) dernières années, mais aussi qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes annuellement établie par le Ministère des Marchés Publics.

- **A l'analyse de l'offre financière :**

- a) offre financière incomplète ;
- b) absence d'un prix unitaire quantifié.

B) CRITERES ESSENTIELS

Les offres techniques seront notées en fonction des critères essentiels ci-après :

N°	Critères	Notation
1	Présentation de l'offre	04 points
2	Référence du soumissionnaire	04 points
3	Qualification du personnel technique	33 points
4	Logistiques et ressources matérielles	04 points

NB : Pour être qualifié le candidat devra satisfaire au moins à **trente-neuf (39)** critères sur **cinquante-cinq (55)**, soit 70% des critères essentiels.

Ne pourront faire l'objet d'une analyse financière que les offres ayant obtenu une note technique (NT) supérieure ou égale à 70% des critères essentiels.

Méthode de sélection du consultant

Le consultant sera choisi par la méthode de sélection **qualité-coût** (mieux disant) conformément aux procédures décrites dans le présent DAO.

Critères d'évaluation des offres financières

Seules les offres financières des soumissionnaires dont les offres administratives et techniques auront été déclarées recevables à l'issue de l'examen de la conformité des pièces administratives (1^e étape) et de l'évaluation technique (2^e étape) seront évaluées et notées, en fonction des critères ci-après :

$$NF = (Fm \times 100) / F$$

NF = Note relative au montant de l'offre financière du soumissionnaire ;

Fm = Montant évalué de l'offre la moins-disante ;

F = Montant évalué du soumissionnaire.

Une pondération sera faite entre la note technique et la note financière pour obtenir la note finale **N** (note technico-financière) suivant la formule ci-après :

$$N = [(70 \times \text{Note Technique}) + (30 \times \text{Note Financière})] / 100$$

Le Bureau d'Etude Technique ou Cabinet d'Expertise sera choisi par la méthode de sélection dite du **mieux disant**, conformément aux procédures décrites dans le présent Dossier d'Appel d'Offres.

13. ATTRIBUTION

Les offres seront ouvertes en deux (02) temps et évaluées en trois (03) étapes (administrative, technique et financière).

my

15. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Toute demande de renseignements complémentaires, concernant le présent Dossier d'Appel d'Offres, peut être adressée au Directeur Général de la CSPH, Maître d'Ouvrage, téléphone 222 50 30 00, au plus tard quatorze (14) jours avant la date limite de dépôt des offres.

16. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES MAUVAISES PRATIQUES

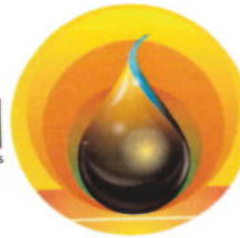
Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé, le **21 JUL 2026**
LE MAITRE D'OUVRAGE,

Okie Johnson Ndoh
Inspecteur d'Etat

Copies :

- **ARMP (pour publication et archivage)**
- **CSPH**
- **Maitre d'Ouvrage**
- **Président CIPM**
- **Affichage Chrono**



NOTICE OF RESTRICTED NATIONAL CALL FOR TENDERS
NO. 104 /26/AONR/CSPH/CIPM OF 22 JUL 2026 FOR THE PROJECT
MANAGEMENT AND SUPERVISION OF THE EXTENSION WORK OF
THE HPSF RENTAL BUILDING IN DOUALA

1. SUBJECT

The Director General of the Hydrocarbons Prices Stabilization Fund (HPSF), Project Owner, hereby launches a Restricted National Call for Tenders for the Project management of the extension work of the HPSF rental building in Douala. This Call for Tenders follows the Call for Expressions of Interest **No. 02/26/ASMI/CSPH/DG/DRHMG/SDMG/SM of 15 May 2026.**

2. NATURE OF SERVICES

The assignment of the Project Manager are as follows:

- Assignment I: Reviewing the contractor's execution file for compliance;
- Assignment II: Managing the execution of the works contract (DET);
- Assignment III: Scheduling, steering and coordinating the construction site (OPC);
- Assignment IV: Assisting with Acceptance Operations (AOR).

The services to be provided consist of:

1. Ensuring the administrative, technical and financial management of the Establishment's contract;
2. Ensuring daily supervision of the works on site;
3. Preparing and facilitating weekly site meetings;
4. Preparing monthly reports on the progress of the works, updating on their

10. Drawing up technical reports on the additional work necessary for the proper execution of works;
11. Drawing up, with the Contractor, monthly reports on the work carried out;
12. Verifying monthly statements of work submitted by the company;
13. verifying and sending monthly and final accounts to the Project Owner;
14. Participating in assessments, functional tests and safety tests;
15. Participating in the provisional acceptance of the works;
16. Signing and notifying technical Service Orders;
17. Approving final documents drawn up by the Contractor;
18. Environmental control;
19. Any other services required for the smooth running of the works.

3. ESTIMATED COST AND FINANCING

The total cost of the project, including taxes, is **five hundred and eighty million (580,000,000)** CFA francs; the works covered by this tender document will be funded from the HPSF's investment budget for the 2026,2027,2028 financial years.

However, the works for the 2026 financial year will amount to **one hundred and ninety-three million, three hundred and thirty-four thousand (193,334,000)** CFA francs, corresponding to the first phase of the project, and the remaining amount, namely **three hundred and eighty-six million six hundred and sixty-six thousand (386,666,000)** CFA francs, will be allocated to subsequent financial years.

4. EXECUTION DEADLINE

The delivery deadline is **thirty-seven (37) calendar months** from the date of notification of the Service Order to proceed with the services.

5. PARTICIPATION AND ORIGIN

Participation is open to the following bidders, pre-selected following the Notice of Request for Expression of Interest **No. 02/26/ASMI/CSPH/DG/DRHMG/SDMG/SM of 15 May 2026**. They include:

6. BID BOND

Each bidder must enclose in his administrative file a bid bond, paid in cash, issued by a body or financial institution accredited by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public contracts of which the list appears in Exhibit No. 13 of the Tender Document. The bond must be accompanied by the deposit receipt issued by the Deposits and Consignments Fund of Cameroon (CDEC) in accordance with Circular Letter No. 000019/LC/MINMAP of 05 June 2024 relating to the terms and conditions for the constitution, deposit, conservation, return and release of bonds for public contracts.

The amount of the bid bond is **eleven million six hundred thousand CFAF (11,600,000)**, all taxes included (Inc. Taxes) and valid for up to thirty (30) days beyond the initial date of validity of the bids.

The absence of a bid bond issued by a first-rate bank or a category 1 financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public contracts will result in the outright rejection of the bid. A submitted bid bond which is unrelated to the consultation in question shall be considered lacking.

A bid bond submitted by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

7. CONSULTATION OF THE TENDER DOCUMENTS

The Tender Documents may be consulted during working hours from the HPSF Contracts Service Head, Room 339 of the head office building located at "Carrefour" Warda in Yaoundé, telephone: 222 50 30 00, upon publication of this Notice. The Document can also be consulted on-line on the web site of the Public Contracts Regulatory Agency (ARMP), (www.armp.cm).

8. ACQUISITION OF THE TENDER DOCUMENTS

The Tender Document can be obtained during working hours from the HPSF Contracts Service Head; Room 339 head office building located at Carrefour Warda in Yaoundé, Telephone 222 50 30 00. following the publication of this Notice and upon the

Room 339 of the head office building, located at "Carrefour" Warda in Yaoundé, telephone: 222 50 30 0, no later than 12 Aug 2020 at 12:00 noon local time. Bids may be sent by registered mail with acknowledgement of receipt, or deposited against a receipt and shall be labelled as such:

**"RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER NO.
04/26/AONR/CSPH/CIPM
OF 22 JUL 2020 FOR THE PROJECT MANAGEMENT AND SUPERVISION OF THE
EXTENSION WORK OF THE HPSF RENTAL BUILDING IN DOUALA"**

"TO BE OPENED ONLY DURING THE BID OPENING SESSION"

10. ADMISSIBILITY OF BIDS

The administrative file, the technical offer and the financial offer must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The Project Owner will declare the following bids inadmissible:

- envelopes bearing information on the identity of the bidders;
- envelopes received after the deadline for submission;
- envelopes that do not reference the name of the Tender Document;
- bids that do not comply with the method of submission;
- bids that do not comply with the number of copies specified in the General Regulations of the Invitation to Tender (GRIT), or bids in photocopies only.

Any bid that is incomplete in accordance with the requirements of the Tender Documents shall be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a body or financial institution of the first-rate category approved by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public contracts or failure to comply with the model documents in the Tender Documents will result in the outright rejection of the bid without room for appeal.

A submitted bid bond which is unrelated to the consultation in question shall be

HPSE, in the presence of bidders or their **duly mandated** representatives having perfect knowledge of the bids.

Only bidders may attend the opening session or be represented by a single person of their choice, duly authorized, even in the case of a group of companies.

Subject to rejection, the required administrative documents must be presented in originals or in copies certified by the issuing authority or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the General Regulations of the Invitation to Tender. The documents must be dated less than **three (03) months** old from the date of the initial submission of bids or must have been established after the date of signature of the Invitation to Tender.

In the event of the absence or non-conformity of any document in the administrative file when the bids are opened after a period of 48 hours granted by the Commission, the bid will be rejected.

12. MAIN QUALIFICATION CRITERIA

A) ELIMINATION CRITERIA

The elimination criteria of this Call to Tender are as follows:

- **Analysis of Administrative Documents:**
 - a) Failure to produce, within 48 hours of the bid opening, any part of the administrative file deemed non-compliant or lacking at the bid opening (except for the bid bond);
 - b) False declaration or forged document;
 - c) Absence of the **stamped** bid bond at the opening of bids.
- **Analysis of the Technical Bid:**
 - a) Incomplete or non-conforming Technical File in line with the specifications of the Tender File (TF);
 - b) Failure to obtain at least **70 %** at the end of the technical analysis;

(03) years, but also that he/she does not feature on the list of defaulting companies established yearly by the Ministry of Public Contracts.

- **Analysis of the Financial Bid:**

- a) Incomplete financial bid ;
- b) Absence of a quantified unit price.

b) ESSENTIAL CRITERIA

The essential criteria for the qualification of bidders are as follows:

N°	Criteria	Notation
1	Presentation of the bid	04 points
2	References of the bidder	04 points
3	Qualifications and Experience of staff	33 points
4	Logistical, technical and material resources	04 points
5	Methodology and work plan	06 points
6	A sworn statement confirming a site visit, accompanied by a photograph of the site	01 point
7	Acceptance of contract conditions	02 points
	TOTAL GENERAL	55 points

To be eligible, candidates must meet at least **thirty-nine (39)** out of **fifty-five (55)** criteria, i.e. 70 per cent of the essential criteria.

Only tenders that have obtained a technical score (TS) of 70 points or more will be considered for financial evaluation.

Criteria for evaluating financial bids

Only the financial bids of tenderers whose administrative and technical bids have been declared admissible following the review of the administrative documents (stage 1) and the technical evaluation (stage 2) will be evaluated and scored, in accordance with the following criteria:

$$NF = (Fm \times 100) / F$$

NF = Score relating to the tenderer's financial offer;

Fm = Estimated value of the lowest bid;

F = Estimated value of the tenderer's bid.

The technical score and the financial score will be weighted to produce the final score **N** (technical TS and financial score FS) using the following formula:

$$N = \frac{70 * TS + 30 * FS}{100}$$

The technical design office or consultancy firm will be selected using the '**best bidder**' method, in accordance with the procedures set out in this tender document.

13. CONTRACT AWARD

Bids will be opened in two (02) phases and evaluated in three (03) stages (administrative, technical and financial).

The Project Owner will award the contract to the bidder who has submitted a bid meeting the required technical and financial qualification criteria and whose financial bid is evaluated as the most advantageous.

14. VALIDITY OF BIDS

Bidders shall be bound by their bids for a period of ninety (90) days with effect from the deadline of submission of bids.

16. FIGHT AGAINST CORRUPTION AND MALPRACTICES

To report corrupt practices, facts or acts, please call CONAC on 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) the numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Copy:

- ARMP (for publication et archives)
- HPSF
- Project Owner
- Chairperson of the ITB
- Notice board

